

## **Déclaration FNEC-FP FO 53 - rassemblement ministère – 10/03/26**

Nous, enseignants du 1er et du 2nd degré du département et AESH de la Mayenne, sommes rassemblés et mobilisés aujourd'hui avec des enseignants venus de toute la France, pour affirmer haut et fort qu'il ne doit y avoir aucune suppression de postes et pour revendiquer au contraire des créations à hauteur des besoins.

Et si nous sommes là, sous les fenêtres du ministère de l'Education nationale, plutôt que devant nos Inspections Académiques ou nos rectorats, c'est bien parce que c'est le président Macron et son gouvernement, qui, par leurs choix politiques et budgétaires, démantèlent nos services publics et organisent le pillage de l'école publique.

Dans l'académie de Nantes, ce sont 136 postes de professeurs des écoles qui sont supprimés et 99 postes dans le second degré.

À cela s'ajoutent les 70 postes qui seront préemptés pour les Pôles d'Appui à la Scolarité, et qui seront pris directement sur les moyens d'enseignement du premier degré.

Au total, ce sont donc 305 postes d'enseignants qui vont être supprimés. Dans le jargon patronal, 305 suppressions de poste, cela s'appelle un plan social.

Dans le même temps, dans notre département de la Mayenne, un poste d'infirmière scolaire est supprimé.

Dans le même temps, nous manquons de remplaçants, de psychologues et d'enseignants spécialisés dans les Réseaux d'aides, de médecins et d'infirmières scolaires, d'AESH, qui sont des collègues toujours aussi maltraités et toujours aussi peu considérés par le ministre.

Dans le même temps — et c'est inédit — le budget militaire dépasse désormais celui de l'Éducation nationale.

Les milliards sont alloués à la guerre et aux patrons, pendant qu'on organise le pillage de l'école publique.

Qui peut accepter cela ?

Nous sommes venus aujourd'hui de la Mayenne pour porter les revendications et les besoins urgents des écoles, collèges et lycées du 53.

Et si la situation est chaotique chez nous, elle l'est aussi partout en France.

Nous sommes venus ici comme un avertissement au ministre et au gouvernement.

Si les suppressions de postes ne sont pas annulées, alors la grève devra se poursuivre.

Alors une mobilisation sans précédent, avec les parents, avec les élus qui veulent défendre l'école publique, devra s'organiser dans l'unité la plus large. Tous ensemble, mettons en échec ce plan social contre l'École publique.